

Les jeunes africains au cœur des conflits

Le dernier sommet de l'Organisation des Nations unies (ONU) - qui s'est tenu du 14 au 16 septembre à New York - a réaffirmé, dans sa déclaration finale, l'étroite interdépendance des problématiques de conflits et de développement. Dans l'espoir d'identifier des solutions de long terme aux problèmes récurrents de l'Afrique, les causes de conflits sont désormais repensées en conjuguant analyses économiques, démographiques, historiques et sociopolitiques, au-delà des seules dimensions ethniques et religieuses auxquelles il est traditionnellement fait référence.

La littérature économique, notamment les travaux de l'Anglais Paul Collier, économiste à la Banque mondiale, recommande par exemple de porter une très grande attention aux pays pauvres, à faible croissance, qui disposent d'importantes ressources naturelles : minerais, pétrole, diamants, rentes agricoles. En sus des distorsions économiques que ces ressources entraînent souvent (appréciation artificielle du taux de change, perte de compétitivité et d'attractivité des autres secteurs de l'économie), elles peuvent susciter ou financer des conflits. Le cas de l'Angola, où diamants et pétrole ont alimenté vingt-cinq ans de guerre civile, n'est que trop connu.

Paul Richards et Jean-Pierre Chauveau, socio-anthropologues, ont quant à eux décortiqué plusieurs crises récentes, comme celles de la Sierra Leone, du Liberia et de la Côte d'Ivoire. Leurs conclusions confirment ces intuitions économiques, mais invitent aussi à adopter un second regard sur les dynamiques de conflits en Afrique de l'Ouest. C'est la jeunesse, particulièrement la jeunesse rurale, qui est alors au cœur de l'analyse, sur fond d'explosion démographique, de changements de valeurs, de conflits intergénérationnels, compliqués parfois par les poussées migratoires. Voilà qui suggère une lecture nouvelle des pays à risques, des zones et des facteurs de troubles.

Cette analyse est rendue difficile, toutefois, par le manque de visibilité des tensions entre générations - les conflits ethniques ou religieux focalisant davantage l'attention. Dans l'analyse d'une crise violente, paradoxalement, la question la plus pertinente n'est pas nécessairement « qui s'oppose à qui ? » mais « qui prend part à la lutte armée ? ». Les conflits opposent généralement des ethnies, mais la participation massive des jeunes des campagnes constitue un autre fait marquant trop peu observé. Dans la guerre civile sierra-léonaise des années 1990, les combattants en comptaient par exemple deux tiers dans leurs rangs. De même, les crises successives de la Côte d'Ivoire au cours du XXe siècle les ont toujours largement impliqués.

Pourquoi la jeunesse rurale africaine s'engage-t-elle aussi fortement dans la violence ? La place des jeunes dans les dynamiques de conflits a certes été étudiée par le passé, mais les observateurs se sont principalement intéressés à la dimension urbaine (ghettoïsation, enrôlement criminel, chômage) ou à la vulnérabilité des jeunes ruraux aux chocs économiques ou politiques. Les nouvelles études portent davantage d'attention à la répartition de l'autorité entre générations et aux mécanismes locaux de reproduction sociale. Les jeunes ruraux ont le sentiment d'être lésés par rapport aux anciens, voire aux migrants étrangers. Souvent, c'est la crise de l'expansion urbaine (accentuée par la dévaluation du franc CFA en 1994) qui les renvoie dans les campagnes, en situation d'échec, sans travail mais avec des prétentions sur les terres de leurs aînés.

En Côte d'Ivoire, par exemple, dans les années 1990, les « anciens » gbans (ethnie du Sud) ont souvent fait appel aux migrants, dont la main-d'œuvre était moins chère, pour exploiter leurs parcelles, au détriment des jeunes qui refusent de plus en plus de travailler gratuitement au

nom du lien familial. Par ailleurs, plutôt que de céder leurs terres en héritage, les anciens les vendent parfois aux immigrés, mieux offrants.

Les déçus de la ville reviennent aussi avec de nouvelles valeurs qui les conduisent à contester les structures gérontocratiques et les chefferies traditionnelles. Elles sont perçues comme défaillantes et inégalitaires dans l'exercice de la justice, la répartition des terres, l'accès aux quelques services sociaux, la gestion de la production agricole, les mariages arrangés, etc. Les jeunes des campagnes se sentent ainsi piégés dans un système qui les marginalise, alors que leur poids démographique ne cesse de croître. Adopter une identité combattante leur redonne un statut et une considération sociale, une marge de manœuvre économique (un salaire monétaire ou en nature) et les exonère en partie de l'autorité des anciens, notamment dans le choix de leur mariage.

L'insertion dans la politique locale des jeunes ruraux par la violence trouve donc sa source dans leur non-existence sociale. Leur malaise se manifeste par une remise en question des pouvoirs locaux, une crise institutionnelle de gouvernance, un rejet des structures traditionnelles - qui ont parfois été renforcées durant la période coloniale.

Comment adapter la coopération internationale et l'aide au développement à cette réalité ? Sans doute en encourageant les réformes agraires et institutionnelles, l'évolution des modes de gouvernement et, plus généralement, la réintégration sociale, politique et économique de la jeunesse des campagnes. L'aide au développement doit perdre son innocence face aux conflits et faire entrer leur prévention et leur traitement au cœur de ses missions.

Jean-Michel Severino

Directeur général de l'Agence française de développement
et professeur associé au CERDI (Université d'Auvergne)